

Le rôle des communistes français dans la guerre d'Indochine



« *Félicitations au succès du Vietminh. Nous sommes de cœur avec lui. Nous envoyons aux troupes du Vietminh notre fraternel salut et notre témoignage de solidarité agissante* » – (Journal communiste « *L'Humanité* » du 6 mars 1952)

Après le bombardement du port de Haiphong, le 23 novembre 1946, par la Marine française, le Viet Minh, dirigé par Hô Chi Minh, président de la République démocratique du Viêt Nam (dont l'indépendance a été proclamée à Hanoi le 2 septembre 1945), décide de lancer, le 19 décembre 1946, une offensive ayant pour but la « libération » de la ville de Hanoi. À 20 heures, une explosion dans la centrale électrique de la ville annonce le début de l'insurrection. De nombreux ressortissants français sont massacrés et des maisons pillées.

Hô Chi Minh appelle tout le peuple vietnamien à se soulever contre la présence française : « *Que celui qui a un fusil se serve de son fusil, que celui qui a une épée se serve de son épée... Que chacun combatte le colonialisme !* ». C'est le début de la guerre d'Indochine. Elle va durer huit ans.

La France avait engagé sa parole auprès du Viêt-Nam, dirigé alors par Bao Dai. Elle n'était plus un pays affrontant une rébellion nourrie par la Chine et l'URSS, elle était la représentante d'un système, le « monde libre », face à un détachement d'un régime ennemi, le « communisme ». Et le général Catroux, ancien gouverneur général de l'Indochine, d'écrire dans Le Figaro du 21 juillet 1953 : « *Il n'est pas en effet loisible à la France de rompre à sa convenance le combat, parce que la guerre d'Indochine n'est pas seulement sa guerre contre le seul Hô Chi Minh, mais celle du monde libre, auquel elle est liée, contre le communisme* ».

Dès le début de ce conflit, les communistes français n'eurent de cesse de procéder à une critique et à une condamnation de cette « sale guerre » qu'ils appréciaient, à l'instar d'Etienne Fajon « *comme une guerre injuste, réactionnaire, menée contre la liberté d'un peuple* ». Dès lors, tout fut mis en œuvre pour venir en aide au « *peuple vietnamien opprimé* » et la consigne émise par la direction centrale du PCF : « *Refus de la fabrication, du transport et du chargement du matériel de guerre destiné à l'Indochine* », immédiatement appliquée, notamment par les syndicalistes de la CGT.

La presse communiste devenait quotidiennement plus incisive en stigmatisant à outrance la présence française en Indochine, la qualifiant de « *poison colonialiste* » et Léon Feix d'écrire dans L'Humanité du 24 mars 1952 : « *De larges masses participeront effectivement à la lutte anticolonialiste dans la mesure où nous saurons extirper de l'esprit des Français, en premier lieu des ouvriers, le poison colonialiste* »... tandis que Jean-Paul Sartre, n'avait de cesse de fustiger dans la revue « *Temps Modernes* », « *l'action criminelle des soldats français* ». Dès lors, les communistes français allaient, à leur façon, participer activement à ce conflit...

Dans les usines d'armement, les armes et les munitions destinées aux soldats de l'Union Française étaient systématiquement sabotées... « *L'effet retard* » des grenades

était volontairement supprimé, ce qui entraînait leur explosion immédiate dès qu'elles étaient dégoupillées, la plupart du temps, dans les mains de leurs servants... Les canons des pistolets mitrailleurs et des fusils étaient obturés avec une balle, ce qui entraînait souvent leur explosion... Les munitions étaient sous chargées ou ne l'étaient pas du tout... Les obus de mortier explosaient dès leur percussioin ou s'avéraient inertes... Les moteurs des véhicules de terrains comme ceux des avions subissaient également toutes sortes de sabotage : joints de culasse limés et limaille de fer dans les carters à huile... Ce fut le cas, entre autres, des moteurs de l'hydravion « *Catalina* » de la 8F où furent impliqués des ouvriers des ateliers de la base de Cuers-Pierrefeu... Même le porte-avions d'escorte « *Dixmude* », n'échappa pas aux dégradations : ligne d'arbre endommagé. L'enquête permit d'identifier le saboteur en la personne du quartier-maître mécanicien Heimburger, membre du Parti Communiste Français.

Tout cela, pourtant, n'était rien d'autre que de la haute trahison et les ouvriers comme leurs commanditaires qui envoyaient chaque jour à une mort certaine des soldats français, auraient dû être traduits devant des Tribunaux d'exception pour « *intelligence avec l'ennemi* ». Ils ne furent jamais inquiétés ! Et cette strophe du poème du capitaine Borelli, officier de Légion, adressé à ses hommes morts au combat, prennent ici, un sens particulier : « *Quant à savoir si tout s'est passé de la sorte, si vous n'êtes pas restés pour rien là-bas, si vous n'êtes pas morts pour une chose morte, Ô, mes pauvres amis, ne le demandez pas !* »

Sur les quais, les aérodromes et les gares tenus par la CGT, la mobilisation communiste était identique. Les acheminements de troupes et de matériels subissaient de graves perturbations... Les navires et les trains étaient immobilisés, les détériorations ne se comptaient plus, les grèves se multipliaient... A Grenoble, une pièce d'artillerie fut jetée à bas du train. En gare de Saint-Pierre-des-Corps, à Tours, une

militante communiste, Raymonde Dien, devint une héroïne nationale pour s'être couchée en travers d'une voie. Cette violence atteignit son point culminant dans la nuit du 2 au 3 décembre 1947. A la suite du sabotage d'une voie ferrée par un commando de la cellule communiste d'Arras, l'express Paris-Lille déraille, faisant 16 morts et 30 blessés...

Quant aux blessés rapatriés, généralement débarqués de nuit à Marseille, ils étaient acheminés secrètement en région parisienne où ils arrivaient au matin à la gare de l'Est. Mais cette discrétion ne les épargnait pas des manifestations hostiles des cheminots CGT. Les blessés étaient injuriés et frappés sur leurs civières. Un hôpital parisien qui demandait du sang pour les transfusions sanguines spécifiait que « *ce sang ne servirait pas pour les blessés d'Indochine* » car, à l'Assemblée Nationale, les députés communistes avaient exigé que « *la collecte publique de sang ne soit jamais destinée aux blessés d'Indochine qui peuvent crever (sic)* ». A Noël un député suggéra qu'un colis de Noël soit envoyé aux combattants d'Extrême Orient. Un député du PCF s'exclama aussitôt : « *Le seul cadeau qu'ils méritent, c'est douze balles dans la peau !* ».

Par ailleurs, outre les armes et les fonds adressés régulièrement au « *grand frère vietminh* », des tonnes de médicaments lui étaient également acheminés par *l'Union des Femmes Françaises (1)* et l'indignation de nos soldats ne résultait pas tellement de ce que l'ennemi recevait de la Métropole des colis de pénicilline, mais du fait que, chaque jour, des soldats français mouraient, faute d'en posséder.

Pour nos soldats enlisés dans ce conflit, la guerre prenait un parfum amer teintée de colère et de découragement... La prise de conscience fut rapide et brutale : **Désormais l'ennemi n'était plus le Viêt-Minh mais les communistes français...**

La fin tragique de la bataille de Diên Biên Phu scella la défaite de la France et l'obligea à se retirer de l'Indochine

mais le PCF demeura actif et poursuivit son action dévastatrice au sein du contingent et de ses réseaux de « *porteurs de valises* », durant la guerre d'Algérie. Combien de nos jeunes soldats sont morts sous les balles des communistes français livrées aux tortionnaires du FLN ?...

José CASTANO

courriel : joseph.castano0508@orange.fr

(1) Issue des comités féminins de la [Résistance](#), l'**Union des Femmes Françaises** est créée par un congrès le 21 décembre 1944. Elle se révèle rapidement liée au Parti Communiste Français sous la houlette de Jeannette Vermeersch, qui en fait pendant les années de guerre froide, une organisation de masse. Elle se retrouve notamment impliquée dans des actes de sabotages et de découragement à l'encontre des soldats français lors de la guerre d'Indochine.

L'Union des femmes françaises devient **Femmes solidaires** en 1998.